

- Ces pages sont extraites d'un traité d'économie politique non encore mis au catalogue d'un éditeur.

La présente version, dont la date est indiquée en bas de chaque page, n'est pas nécessairement la plus récente.

- Le sommaire qui figure à la page suivante est celui de l'ensemble de l'ouvrage.

Les numérotations sont celles de l'ouvrage complet en l'état de sa révision au jour indiqué en bas de page.

- Pour correspondre avec les auteurs, ceux de concours compris, utiliser l'adresse de courrier électronique atelierpaulfabra@aol.com ou bien la fonction contact du site www.atelierpaulfabra.org.

- Toute personne faisant publiquement référence à la présente parution est invitée à indiquer à ses auditeurs ou lecteurs qu'ils peuvent s'en procurer gratuitement un exemplaire sous sa forme électronique (fichier *PDF*, *Portable Document File*).

Envoyer un message à l'adresse de courrier électronique ci-dessus indiquée. Le droit sur la propriété intellectuelle s'applique à la présente parution.

- La reproduction sur papier est conseillée mais limitée à l'usage personnel de celui qui y procède, sauf dérogation obtenue des auteurs.

Jusqu'à la mise de cet ouvrage au catalogue d'un éditeur, le © est l'entière propriété des auteurs et doit figurer en bas de chaque page imprimée. Si l'impression est partielle et destinée à être archivée ou communiquée à un tiers, elle doit comporter la présente page de garde.

- La transmission de ce document sous sa forme électronique (fichier *PDF*) est libre sous réserve d'être intégrale et gratuite.

- Des exemplaires de *L'Anticapitalisme / Essai de réhabilitation de l'économie politique* de Paul Fabra ¹ étaient en novembre 2008 encore trouvables par les fournisseurs www.abebook.fr et www.amazon.fr, entre autres.

- Le **Synopsis** de www.atelierpaulfabra.org donne accès au téléchargement gratuit d'un fonds de documents PDF. Ce fonds comporte trois sections :

1. **Réhabilitation de l'économie politique objective** (noms de fichiers commençant par 'Fabra Anticap')
2. **Propositions premières de théorie économique** (noms de fichiers commençant par 'Fabra Michaut')
3. **Revue d'économie politique objective** (noms de fichiers commençant par 'REPO').

¹ Références bibliographiques en notes de bas de page du premier appendice du présent ouvrage.

Sommaire

	Page
Propos liminaires	3
Chapitre 1 L'économie	12
Chapitre 2 La marchandise	43
Chapitre 3 L'entreprise	68
Chapitre 4 Le capital, le profit et l'emploi	102
Chapitre 5 La répartition et le salaire	203
Chapitre 6 Les intérêts liés à la rentabilité du capital	238
Chapitre 7 Les prix des marchandises composées	250
Appendices	
Les appendices AP, Avant Propos, sont aux <i>Propos liminaires</i> , C1 au Chapitre 1, etc. Quand un appendice est un texte d'un tiers, par rapport aux auteurs, l'autorisation de reproduction formellement accordée par ce tiers est requise. Les concours auxquels les <i>Propos liminaires</i> font appel sont susceptibles de prendre la forme d'un appendice à la condition qui vient d'être dite.	
AP.1 L'entreprise de Paul Fabra	305
AP.2 Le chantier de l'économie politique objective	316
AP.3 L'exception antilibérale française, Raymond Boudon	320
C1.1 Autres considérations initiales de méthode	324
C1.9 Dialogue sur la morale et l'économie	336
C1.11 Lettre ouverte à Dieu et au Diable, objet : l'économie	344
C7.1 L'égalisation des rentabilités internes, suite	345
C7.2 Le chemin de la prospérité	
Index	353

L'exception antilibérale française

Raymond Boudon

Reproduction intégrale, intertitre et note de renvoi compris, d'un article paru dans le numéro d'avril 2008 de La Revue des Deux Mondes, pages 120 à 125. Sur l'auteur de cet article, voir page 11 la note attachée à son nom. Les soulignements sont notre fait. PF & DM

La France est le pays du monde occidental où l'antilibéralisme apparaît comme le plus prononcé, du moins jusqu'à une époque très récente, notamment auprès d'une bonne partie des élites intellectuelles et politiques. Il faut rechercher les raisons d'être de cet état de choses du côté de l'histoire des idées et des singularités de l'histoire de la France sur le long et le moyen terme.

S'agissant de l'histoire des idées, le libéralisme véhicule des conceptions qui varient d'un auteur libéral à l'autre, mais qui comportent des éléments communs. Il y a une conception libérale de la relation entre les inégalités sociales et la justice sociale, de la structure sociale, du rôle de l'État et de l'être humain. On la retrouve par exemple chez Tocqueville, Adam Smith ou Max Weber, par delà les différences qui les distinguent.

Or, à partir du XIX^e et surtout de la seconde moitié du XX^e siècle, plusieurs mouvements d'idées influents ont érodé cette conception libérale et lui en ont substitué une autre, laquelle a séduit les intellectuels français, surtout dans les décennies séparant la fin de la Seconde Guerre mondiale de la chute de l'empire soviétique. Elle les séduit moins aujourd'hui. Mais les intellectuels qui ont fait leurs études dans les années soixante-dix à quatre-vingt-dix et qui ont la quarantaine ou la cinquantaine au début du XXI^e siècle ont toutes les chances d'avoir été nourris de tradition antilibérale, particulièrement s'ils ont été formés dans les disciplines relevant des sciences humaines, y compris dans les établissements les plus élitistes. Même si peu se déclarent marxistes, ils ont hérité des schémas de pensée véhiculés par la tradition antilibérale. Car, si l'on peut changer facilement d'idées sur les questions factuelles, il est presque aussi difficile de changer de schémas de pensée que d'apprendre à s'exprimer dans une langue nouvelle. J'évoquerai un peu plus loin les raisons pour lesquelles l'antilibéralisme s'est installé plus solidement en France que dans la plupart des pays proches d'elle.

Sur le fait que l'antilibéralisme a atteint un statut de philosophie quasi officielle dans la France de la seconde partie du XX^e siècle, il n'y a guère de doute. Il explique que les journalistes français restent, comme le montrent les enquêtes, beaucoup plus fréquemment « à gauche » que le public. Or en France, être « de gauche » et être « antilibéral » sont deux expressions à peu près synonymes. Ce qui est vrai des journalistes l'est aussi des enseignants et d'une bonne partie des politiques. Cette vision antilibérale a constitué, des années d'après-guerre à un passé très récent, une philosophie jouissant d'une position de quasi-monopole. Cela lui a permis d'exercer un terrorisme intellectuel doux auquel les élites de droite n'ont osé s'opposer que *mezzo voce*. Elles ont décidé de se cantonner aux sujets économiques et d'abandonner la « culture » à la gauche. C'est à ce moment que se sont installés des slogans voulant que « l'esprit souffle à gauche » ou que la gauche ait « le monopole du cœur ». Ils ne sont pas restés sans effet. Ils expliquent que la dimension compassionnelle de la politique tende à prévaloir sur sa dimension rationnelle, que beaucoup résistent encore à l'idée que ce sont les entreprises qui créent l'emploi ou que beaucoup d'étudiants perçoivent

comme une calamité l'idée que le monde économique puisse participer au financement des universités.

Sommairement, le contraste entre la tradition de pensée libérale et la tradition de pensée antilibérale peut être décrit de la façon suivante.

Sur les relations entre inégalités et justice sociale. Pour la tradition libérale, les relations entre inégalités et justice sociale sont complexes. Certaines inégalités sont fonctionnelles, comme celles qui assurent une corrélation entre compétences, responsabilités et rémunérations : elles ne sont pas contraires à la justice sociale. D'autres inégalités résultent du jeu du marché. La vedette du spectacle a des revenus très supérieurs à ceux du grand scientifique : pour le libéral, il s'agit d'une inégalité non fonctionnelle mais justifiable, puisque le salaire de la vedette résulte du libre choix des spectateurs, cela ne lui interdisant pas de contribuer au financement des biens publics à proportion de ses ressources. Il existe aussi des inégalités dont on ne peut dire si elles sont fonctionnelles ou non. Il existe enfin des inégalités injustifiables que la tradition libérale condamne explicitement : rentes de situation, « parachutes dorés », revenus émanant d'une autoévaluation généreuse par l'intéressé de ses propres mérites. La tradition antilibérale ne distingue guère entre ces différentes formes d'inégalités. Pour elle, toutes les inégalités sont peu ou prou injustes, car elle les voit comme un effet de la domination des dominants sur les dominés.

Sur la « structure sociale ». La tradition libérale a une vision pluridimensionnelle des hiérarchies sociales. Elle voit la société comme composée de trois classes, les riches, la classe moyenne et les pauvres. Elle conçoit les classes comme entretenant entre elles des relations de conflit, mais aussi de coopération. Ainsi, elle approuve que les riches et la classe moyenne financent les pauvres par l'impôt dans des limites qui ne soient pas préjudiciables au niveau de l'activité collective et par suite à l'intérêt général. Elle approuve que les cartes soient redistribuées par l'impôt sur les successions dans une limite qui ne soit pas préjudiciable à l'activité collective. La traditions antilibérale, elle, se représente la société comme composée de deux classes entretenant entre elles une relation d'antagonisme.

Sur le rôle de l'État. S'agissant de la relation entre inégalités sociales et justice sociale ou de la structure sociale, l'opposition entre la tradition libérale et la tradition antilibérale s'observe, non seulement en France, mais dans tous les pays occidentaux. En revanche, pour des raisons déjà analysées par Tocqueville, la France se distingue de ses voisins par l'importance particulière qu'elle accorde à l'État.¹ Cela était vrai sous l'Ancien Régime et le reste aujourd'hui. Cet autre facteur a renforcé l'antilibéralisme français. L'étatisme caractéristique de la France l'a éloignée de la conception libérale de l'État telle qu'Adam Smith l'avait définie : assurer la sécurité des citoyens et le bon fonctionnement de la justice et se borner à remplir les tâches dont on ne peut espérer qu'elles soient prises en charge par l'initiative privée.

On peut reprendre presque textuellement l'analyse de Tocqueville sur les effets du poids particulier de l'État français : il emploie beaucoup de fonctionnaires ; les fonctionnaires tendent à représenter une « *nouvelle aristocratie* » (Tocqueville). Ils avaient en effet, naguère encore, des privilèges en matière de retraite. Ceux-ci ont été seulement atténués par les réformes récentes. Le poids de l'État a entraîné l'apparition d'un culte de l'État. L'idée selon laquelle l'État seul aurait vocation à servir l'intérêt général, tandis que les entreprises privées seraient animées par le souci exclusif du profit

¹ Voir mon *Tocqueville aujourd'hui*, Odile Jacob, 2005.

reste bien implantée dans la France d'aujourd'hui. Le culte de l'État a été longtemps de pair avec une vision planificatrice de l'économie. La France est le seul pays occidental où l'entreprise privée ait eu longtemps une image suspecte.

L'étatisme contre la démocratie libérale

Après la Seconde Guerre mondiale, les nécessités de la reconstruction ont confirmé le rôle prééminent de l'État français. Dans ces mêmes années d'après-guerre, le Parti communiste a un poids politique considérable. Or il véhicule une idéologie étatiste. En 1945, les partis de droite sont discrédités. Le Parti socialiste est suspect, l'une de ses tendances s'étant compromise aux yeux de la gauche. Le Parti communiste a réussi à faire oublier sa réaction initiale au Pacte germano-soviétique et à être perçu comme le « parti des fusillés ». De sorte que, pour un jeune ayant 20 ans en 1945-1950, le choix du communisme apparaît comme séduisant. C'est pourquoi beaucoup de brillants intellectuels de cette génération sont marxistes. Beaucoup se détachent ensuite du marxisme. Une petite minorité passe à droite, une grande majorité évolue, mais reste fidèle à ses anciennes solidarités et continue de s'affirmer comme « de gauche ». L'esprit continue donc de souffler à gauche. Comme les schémas de pensée se transmettent des enseignants aux enseignés et que les intellectuels ne sont guère exposés aux sanctions de la réalité, les changements de cap du monde intellectuel sont aussi lents que ceux d'un paquebot. C'est pourquoi les réseaux antilibéraux restent très influents dans le monde intellectuel français. Leur influence est encore renforcée par la centralisation française qui permet à une poignée d'intellectuels et de journalistes de donner le ton et d'imposer ce qu'on a appelé la « pensée unique », une expression qu'on a beaucoup de difficulté à expliquer à un étranger.

Les Trente Glorieuses ont encore renforcé le rôle de l'État en offrant un terrain favorable à l'épanouissement de l'État providence. À la faveur de cet ensemble de facteurs, le cercle vicieux déjà identifié par Tocqueville s'est donc solidement installé en France : plus l'État s'est développé, plus s'est implantée l'idée que le bien public ne peut être assuré que par l'État. Cette idéologie étatiste a renforcé l'attrance d'une bonne partie de l'*intelligentsia* française de l'après-guerre pour le marxisme sous sa forme soviétique planificatrice. Quant au gaullisme, par-delà les services éminents qu'il a rendu au pays, il a alimenté, lui aussi, la tradition étatiste.

Mais la conséquence, peut-être la plus lourde du poids de la centralisation et de l'étatisme, est peut-être que le principe de l'équilibre des pouvoirs est moins profondément implanté et respecté en France que dans les démocraties voisines. Pourtant, le partage des pouvoirs, non seulement exécutif, législatif et judiciaire, mais aussi économique, bureaucratique, médiatique, syndical et intellectuel, est une composante essentielle de la démocratie, dans la mesure où elle garantit que l'influence du citoyen sur la vie politique ne soit pas une fiction.

Sur l'être humain. Les libéraux voient l'être humain comme autonome, les antilibéraux comme hétéronome et manipulable. Les premiers veulent qu'on fasse confiance à son bon sens. Les seconds qu'on s'en défie et en appellent à ceux qui sont supposés savoir. Or, si le sujet humain n'est pas autonome, la démocratie repose sur du sable.

À l'évidence, un changement lent est en train de s'opérer, en bonne part sous l'influence bienfaisante sur la France de l'Europe et de la globalisation. Mais il ne faut pas sous-estimer l'inertie des idées. Elles se transmettent de génération en génération via l'enseignement. Or la vision antilibérale du monde est encore très présente dans les

enseignements secondaire et supérieur de sciences humaines et de philosophie et dans la production culturelle.

Raymond Boudon